

Evelyne Ternant (fédération du Doubs), Denis Durand (fédération de Paris)

## **Entendre la volonté de changement des communistes**

Avec les réunions des congrès de sections et départementaux, la préparation de notre congrès national entre dans une nouvelle phase.

Nous disposons d'une base commune de discussion. Les communistes sont en train d'en débattre, de l'amender, de l'améliorer. En son cœur, elle exprime la volonté, largement majoritaire chez les communistes, de se rassembler pour réaliser les réorientations nécessaires après le grave échec de 2017 et face aux grands défis de la période.

Notre peuple, l'Europe, le monde vont devoir affronter la montée des périls écologique, financier, social, et les menaces politiques et militaires qui les accompagnent : tensions internationales, éruption des nationalismes, installation de forces d'extrême-droite et fascistes au centre de la vie politique, et jusqu'au pouvoir d'État dans des pays de plus en plus nombreux. La finance internationale et le grand capital sont à la manœuvre. Inséparablement, on doit se saisir avec audace des possibilités nouvelles de luttes et de rassemblements avec les révolutions technologique, écologique, démographique en cours et les contradictions accrues de la crise systémique qui appellent un dépassement du capitalisme. Il est donc vraiment vital que le Parti communiste se donne un nouveau cap et qu'il sorte des hésitations et de l'effacement qui caractérisent encore notre attitude face aux événements.

Il faut maintenant développer, enrichir, donner un corps diversifié à cette affirmation d'un nouveau cap. Il s'agit en même temps de traduire cette volonté dans les décisions du congrès, telles que les formulera le document d'orientation, et d'élire les instances de direction qui auront pour mandat de mettre en œuvre ces décisions.

Réussir le congrès exige que les débats se déroulent dans cet esprit : bannissons tout ce qui tendrait à transformer en clivages les préférences différentes exprimées sur le choix de la base commune, ou à organiser le débat autour du soutien à une personne ou à un groupe en visant, *in fine*, une « motion de synthèse » conçue au sommet, échappant aux communistes et faisant perdre toute cohérence et toute efficacité aux décisions du

congrès.

Cela vaut pour le travail d'amendement de la base commune. Les premières indications montrent que les communistes se l'approprient dans un esprit d'unité et de fraternité, avec la volonté de l'enrichir et de l'améliorer. Cela vaut aussi pour le choix de la future direction, qui est un choix politique.

Cette future direction aura à prendre les initiatives à même de sortir d'un certain immobilisme, de promouvoir une bataille offensive sur les idées communistes, une bataille de réarmement idéologique de tout le mouvement social et politique. Elle devra prendre les initiatives d'action à même de favoriser la présence du parti dans les mobilisations sociales et politiques et dans les institutions, en liaison avec les nouvelles orientations décidées en congrès. Ces mobilisations doivent être imprégnées du souci de nouveaux pouvoirs institutionnels, de nouvelles institutions, d'une nouvelle appropriation sociale des grandes entreprises et des banques, de nouvelles règles à tous les niveaux, y compris l'Europe. Ainsi, par exemple, de l'animation de campagnes persévérantes autour d'idées politiques structurantes comme la lutte contre le coût du capital et pour que l'argent des entreprises, de l'État et des banques soit utilisé autrement : il doit servir au développement des services publics, à la protection sociale, à la sécurisation et à la promotion de l'emploi, de la formation et du pouvoir d'achat, pour une nouvelle efficacité. Ainsi en va-t-il particulièrement du combat pour faire de la présence du parti dans les entreprises un enjeu politique à la hauteur des pouvoirs qu'il s'agit d'y conquérir afin qu'elles assument enfin une responsabilité sociale, environnementale et territoriale.

La composition du conseil national devra répondre à cette exigence, tout en tenant compte de la diversité des points de vue qui se seront exprimés à propos des décisions du congrès. En son sein, une direction vraiment collective, rompant avec le présidentielisme actuel, aura la responsabilité d'agir avec conviction et avec créativité pour que le parti ait les moyens de mettre en œuvre effectivement les décisions politiques du congrès.

Il faudra donc rompre avec des défauts qui se sont progressivement aggravés au cours des années : si l'abandon du centralisme démocratique a été décidé en principe, nous sommes très loin d'avoir apporté à nos pratiques et à notre style de travail la novation qu'exigeraient les conditions actuelles de la bataille politique. D'où les liens distendus entre les instances nationales et la vie des sections et des fédérations. Cela a des conséquences sur la conception du conseil national (CN), instance principale de

direction du parti :

- un CN qui, au lieu de séances trop souvent faites d'une juxtaposition de discours épars sans rapport avec des objectifs politiques bien définis, contribue à une expression vivante et créative de la diversité qui existe au sein du parti et débouche sur des actions concrètes collectives donnant de la visibilité à notre projet.
- un CN qui, au lieu de servir le plus souvent de simple chambre d'enregistrement de décisions prises au sommet, joue son rôle de direction nationale bien informée des travaux et propositions de ses commissions de travail pour les discuter et les expérimenter, dans un aller-retour avec le terrain (fédérations, sections, entreprises, etc.)
- un CN qui, en assurant en son sein et dans le parti la circulation des connaissances et des recherches, fasse de notre organisation un lieu collectif de créativité théorique et pratique ;
- un CN qui corrige le grave affaiblissement, en son sein, de la représentation du monde du travail, du syndicalisme et des multiples mouvements sociaux qui germent dans notre société (féminisme, écologie, droits des LGBT, antiracisme, etc.) ;
- un CN qui s'appuie sur la parité pour lever les obstacles à la pleine participation des femmes au travail de direction et de conception ;
- un CN qui rompt avec une concentration des décisions dans une sphère très restreinte de dirigeants dont on a pu constater que leur action et leurs conceptions stratégiques pouvaient se retrouver en fort décalage avec la volonté et les attentes du corps militant du parti, comme des nécessités et des possibilités politiques du moment ;
- un CN qui rompt avec une tendance à ranger dans un tiroir les orientations, propositions précises et décisions d'action de congrès, une fois celui-ci terminé, au nom d'un « pragmatisme » et d'une liberté d'initiative au sommet qui s'exacerbe à l'approche des moments électoraux.

Enfin, il faut en finir avec la vieille pratique voulant que le.e secrétaire national.e sortant.e désigne son successeur, rendant, en pratique, impossible toute délibération des communistes pour un choix éclairé, maîtrisé par eux.

Ce choix, aujourd'hui, doit être mis en rapport avec la double exigence que portent très fortement les communistes à la veille de

notre congrès : mettre en œuvre avec conviction la réorientation du parti dans le sens indiqué par la base commune qu'ils ont choisie, et conduire la novation nécessaire pour sa direction.

La candidature de Pierre Laurent, qui se déclare disponible pour être reconduit comme secrétaire national, mais s'est engagé fortement sur d'autres orientations que la base commune et appelle à remettre en cause les orientations fondamentales du texte retenu, ne répond pas au changement espéré profondément tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, par toutes celles et ceux qui souhaitent un nouvel élan au projet communiste.

Nos débats depuis un an ont mis en évidence les talents, les compétences, l'engagement qui peuvent nous permettre de constituer, en liaison avec l'arrivée de nouvelles générations dans nos instances nationales et départementales, un collectif de direction nationale soucieux de forger l'unité du parti dans le travail et dans l'action pour réaliser les réorientations décidées par le congrès. Il faut en effet travailler au renouvellement de la direction et du conseil national. C'est dans cet esprit que la commission des candidatures devrait travailler.

De même, sans attendre une modification des statuts permettant d'instaurer un mode de direction plus collectif, nous pourrions expérimenter dès ce congrès une forme de secrétariat exécutif, dénomination à discuter, un collectif de 5 à 7 membres avec le secrétaire national.e.

Le choix de la base commune, décidé par le vote du début octobre, a fait la démonstration, pour les communistes comme pour nos concitoyens, que ce congrès peut être vraiment extraordinaire. C'est ce que nous allons réussir grâce à l'engagement et à la lucidité des communistes.

Dès l'issue du congrès, nous pourrions ainsi mener avec audace les grandes batailles qui nous attendent (retraites, services publics, alternative à Macron, élections européennes) et affronter le défi d'un nouvel éclatement de la crise systémique, plus grave encore que celui de 2008, dans un avenir qui paraît proche.